

POUR IMPOSER LE PROGRÈS SOCIAL LUTTONS ET ÉLEVONS LE RAPPORT DE FORCE !

Réunies en Conseil national, les organisations de l'Union fédérale des syndicats de l'État CGT (UFSE-CGT) constatent que l'entreprise de démolition des services publics et de la fonction publique ne ralentit pas pendant que s'engage une nouvelle offensive contre les régimes de retraite.

Elle consiste notamment :

- ✗ À déposséder la puissance publique de toute une série de politiques publiques par des abandons et des privatisations de missions et de services publics ;
- ✗ À poursuivre la *désorganisation territoriale* de l'État dans l'objectif de fermer et regrouper d'innombrables services publics ;
- ✗ À généraliser et aggraver toujours et encore l'austérité budgétaire ;
- ✗ À remettre en cause, via la loi dite de transformation de la Fonction publique, le statut général des fonctionnaires par une contractualisation et une précarisation encore accrues mais aussi par une attaque frontale contre la démocratie sociale, en particulier par l'affaiblissement des champs de compétences des CAP et la disparition des CHSCT.

C'est une attaque frontale contre la notion de « fonctionnaire citoyen » au service de l'intérêt général et donc la fin programmée du service public pour toutes et tous.

Dans le même temps, Emmanuel Macron, plus que jamais au service du capital, poursuit la dégradation des conditions de vie des personnels.

Ainsi, la loi de finances 2020 confirme le gel pluriannuel de la valeur du point de l'indice entraînant une perte de pouvoir d'achat d'un niveau inédit. L'austérité budgétaire prive les politiques de l'action sociale, de l'hygiène, de

la sécurité et des conditions de travail des moyens nécessaires pour répondre aux besoins.

C'est également le dynamitage du rôle et des modalités de financement de nos systèmes de protection sociale générant un recul de très grande ampleur.

En cherchant à mettre en place un « système universel de retraite par points », Macron-Delevoye veulent liquider le régime général et les régimes spéciaux dont le Code des pensions civiles et militaires, le fonds spécial de pension des ouvriers des établissements industriels de l'État ou encore l'Ircantec. Les pouvoirs publics veulent réduire de manière drastique le niveau des retraites versées, allonger toujours et encore la durée de vie passée au travail, favoriser la retraite par capitalisation et porter un coup fatal à la fonction publique de carrière.

À l'inverse la CGT exige le maintien et l'amélioration des 42 régimes de retraite existants, dont le Code des pensions, sur la base notamment des revendications suivantes: droit à la retraite à 60 ans; taux de remplacement à 75 %; minimum de retraite à 1200 euros nets; égalité entre les femmes et les hommes; reconnaissance de la pénibilité avec des droits anticipés au départ; octroi des moyens nécessaires de financement. Cela implique le retrait du projet Macron-Delevoye.

Les attaques portées à l'encontre des services publics, de la Fonction publique et des régimes de retraite aggravent les inégalités entre les femmes et les hommes.

Parce que d'autres choix sont possibles !

Parce qu'il est possible de les financer par une autre appropriation des richesses produites par le monde du travail !

L'UFSE-CGT appelle les personnels à s'engager résolument dans les processus d'actions en cours et à venir.

✓ L'UFSE-CGT, dans le contexte de privatisation des services publics, entend faire aboutir l'exigence d'un **référendum d'initiative partagée sur l'avenir de l'Aéroport de Paris (ADP)**.

✓ L'UFSE-CGT s'inscrit dans les mobilisations du **14 novembre prochain** : action de grève et de manifestations à la Direction générale des finances publiques, à la Direction générale des douanes et des droits indirects, dans les hôpitaux, dans les Services départementaux d'incendie et de secours, pour les droits des agents originaires de l'Outre-mer. Ce même jour, elle appelle les agents à se réunir partout en assemblées générales et à faire connaître par tous moyens

leurs revendications. **Un préavis de grève est déposé par l'UFSE-CGT pour ce jour-là.**

✓ L'UFSE-CGT appelle également les personnels à participer à la marche **#Noustoutes le 23 novembre** contre les violences sexistes et sexuelles et à la journée internationale du **25 novembre** pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes par des initiatives sur le lieu de travail.

✓ L'UFSE-CGT entend assurer la pleine réussite de **la grève et des manifestations interprofessionnelles du 5 décembre** à l'appel des organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNL, UNEF pour la défense et l'amélioration des retraites, de la protection sociale, pour la consolidation et le développement des services et de l'emploi publics et de la Fonction publique

Dans ce sens, l'UFSE-CGT s'engage à organiser dans l'unité des assemblées générales de personnels pour décider de l'action et débattre de sa reconduction.

Montreuil, le 23 octobre 2019